

Et si la Belgique signait la fin de l'Europe ?

■ Le choix du remplacement des F-16 n'est anodin ni pour la Belgique, ni pour l'Euro et l'Europe. Eclatement en vue ?

Cédric du Monceau

Economiste,
ancien Directeur à la Berd et au WWF-France,
actuellement 1^{er} Echevin
à Ottignies-Louvain-la-Neuve
et administrateur à la Sonaca.

Où est le rôle précurseur et innovateur de la Belgique dans la construction européenne ? Nous devrions retrouver la force de l'élan des pionniers qui ont été à l'initiative de la création d'abord du Benelux ensuite de l'Union européenne du charbon et de l'acier qui engendra la création d'une Europe politique puis, pour certains pays, d'une monnaie unique, l'Euro. Ce furent des décisions politiques courageuses et puissantes dont notre pays peut s'enorgueillir d'avoir été précurseur. Il nous faut retrouver cet esprit pour consolider les acquis d'une solidarité européenne devenue trop fragile.

Pourquoi choisir un avion totalement sous contrôle américain (le F-35) alors que l'Europe a urgemment besoin d'une politique industrielle de l'innovation, des nouvelles technologies et de l'armement ? Ceci, non seulement pour que l'emploi se maintienne sur notre continent, mais aussi, et de manière encore plus importante, pour consolider l'écosystème économique qui sous-tend notre monnaie unique, l'Euro.

Trop peu comprennent qu'il y a un lien très fort entre politique de défense et solidarité monétaire. Pourtant il est facile de constater qu'il n'y a jamais eu au niveau international de monnaie sans armée ! L'Europe, et les pays qui ont fait le pari de la création d'une monnaie unique, tarde trop à se

donner les moyens d'une politique de solidarité tant extérieure (de défense) qu'intérieure.

Or, comme l'indique très justement le rapport de la Commission des Affaires étrangères et des Finances de l'Assemblée nationale française (5/10/2016), les Etats-Unis se sont donné *"un mur de législation extrêmement touffu avec intention précise d'utiliser le droit à des fins d'imperium économiques et politiques"*.

Défense et monnaie : même combat

L'Europe et l'Euro n'ont théoriquement pas de problème pour réaliser ce genre d'objectif : ils couvrent l'un des plus grands marchés de consommateurs et bénéficient d'un taux d'épargne de ses habitants qui est plus de 3 fois supérieur à celui des USA. C'est donc uniquement une question d'organisation et de canalisation de l'épargne vers un marché financier interne à l'Euro qu'il convient de structurer. Aujourd'hui, on assiste à une fuite organisée des capitaux vers l'unique marché d'une dette suffisamment liquide : le marché des T-Bill38 du trésor américain.

Le choix du remplacement des F-16 n'est donc pas anodin pour la Belgique et l'Europe. Bien au-delà d'un choix économique, ce sera un acte politique fort qui démontrera, ou pas, notre volonté de consolider notre

choix pour une monnaie unique et une politique industrielle favorable à l'emploi et à l'innovation.

Les forces adverses et de nombreux lobbies très puissants sont à l'œuvre pour fragiliser la capacité qu'a l'Europe à créer cette solidarité si indispensable et tant attendue de ses citoyen(ne)s. Le Brexit pourrait n'être que la première étape d'une désintégration et de l'éclatement de la zone Euro si une volonté politique plus forte de solidarité n'émerge pas rapidement.

L'avantage de la franchise du discours du président des Etats-Unis, Donald Trump, fait que les enjeux deviennent beaucoup plus clairement exprimés depuis son *"America First"* : j'en retiens surtout cette phrase lourde de signification, prononcée à la veille de sa rencontre avec Vladimir Poutine à Helsinki mi-juillet : *"L'Union européenne est un ennemi... et profite vraiment des Etats-Unis."*

Il est grand temps que la Belgique redevienne initiatrice d'une vision et d'une expérimentation constructive pour consolider l'intégration et la solidarité européennes. Le choix du F-35, au-delà d'un gouffre financier, serait, en ce sens, contraire aux intérêts directs de notre pays et de tous les pays de la zone Euro, dont l'économie et la solidarité dépendent d'une politique industrielle ambitieuse favorable à l'emploi.